

Pour une conception cosmopolitique du care

Dominique Boullier

Ce n'est pas parce que le parti socialiste parie sur un nouveau concept (qui a le désavantage d'être exprimé en anglais, ce qui politiquement le rend à peu près inexploitable en France) qu'il ne faut pas s'y intéresser. Car il est riche de sa polysémie, en anglais comme dans l'opération de traduction qu'il nécessite. A vrai dire, nous ne nous préoccupons pas ici de généalogie du concept ni de limitations que certains voudraient lui donner a priori. Il sert avant tout de déclencheur d'idées, mais aussi de connexions inattendues et surtout de connexions avec la social-démocratie qui tente de réinventer sa tradition théorique, ce qui doit être salué de toutes façons.

Nous prendrons le pari ici de traduire « care » de deux façons qui vont finalement permettre de connecter deux approches théoriques voisines des cosmopolitiques mais qui restent exotiques pour beaucoup. Nous entendrons donc « care » comme « protection » et comme « attention ». Nous éviterons le terme « soin », qui paraît trop chargé, surtout parce qu'il ne déclenche aucune association conceptuelle dans le monde théorique voisin des cosmopolitiques.

Care ou empowerment, il faut choisir

La tendance à traduire « care » par « soin » peut cependant se comprendre dans la tradition social-démocrate de la prise en charge, de la correction des inégalités, etc. La nouvelle politique du care serait alors une politique curative, ce qu'a toujours prétendu faire la social-démocratie même si elle y ajoutait bien entendu des politiques sociales qui visaient à prévenir l'accroissement des inégalités aussi bien que d'éventuels accidents de parcours de tous types. Ça n'a pas si mal marché lorsque l'on juge par comparaison tous les pays qui n'ont pas adopté une forme plus ou moins évoluée d'un état-providence. Mais il est tentant de remettre immédiatement le care dans les rails traditionnels de la social-démocratie orientée par la prise en charge et par le traitement social des problèmes d'inégalité. Or, les limites de ces approches ont été atteintes depuis un bon nombre d'années. La prise en charge a donné lieu en France à cette « magistrature administrative » dont parle Jacques Donzelot qui aboutit à nier toute capacité aux acteurs pris en charge qui ne peuvent jamais bénéficier d'une forme d'empowerment. Premier « clash » donc, pour faire dans l'anglomanie : « care » et « empowerment » sont dans un bateau, il va bien falloir que l'un s'adapte à l'autre pour que tout ne tombe pas à l'eau. La gauche républicaine n'est à vrai dire pas intéressée en aucune façon à l'empowerment, cela ne devrait donc pas lui poser de problèmes, puisque derrière l'empowerment des groupes sociaux de tous types, se cache toujours le risque communautaire. L'affaire est donc réglée d'avance. Dommage, car c'est précisément le premier point sur lequel beaucoup de révisions théoriques et pratiques importantes sont à faire. Si le care reste une prise en charge sociale comme elle l'a toujours été, avec les résultats bureaucratiques et démotivants que l'on connaît, who cares ?

Pour ce qui est du soin, il est là aussi facile de reprendre la filiation du traitement social des problèmes, ou celle de la valorisation de la fraternité. Version managériale ou version rhétorique ou mythique, dans tous les cas, on ne touche pas à une sorte de domaine réservé de la gauche, même si Villepin tente de se draper dans des habits républicains qui sont aussi provisoires que l'était la fracture sociale en 1995.

Mais la gauche ne peut pas penser de façon aussi schizophrénique les différents problèmes qu'elle traite sous peine de devoir nous resservir le discours bien connu de l'accommodation au capitalisme, y compris financier (et ça c'est le baiser qui tue) que l'on va corriger à la marge par le « soin » pour les « victimes collatérales » des « excès » du capitalisme. Une vision cosmopolitique des problèmes impose de bien saisir toutes les relations entre ces processus et de ne pas hésiter à les nommer.

Deux approches pour cela sur cette question de la sortie nécessaire du soin.

Le care contre le nouvel esprit du capitalisme...ou non ?

La première est somme toute classique puisque d'une certaine façon les altermondialistes l'avaient mise en avant depuis près de 15 ans : le soin n'a aucun sens dans une économie financiarisée. Si une politique offensive n'est pas conduite pour éradiquer la gangrène du capitalisme financier qui nous intoxique tous, les excès du capitalisme deviendront la norme et les soignants n'en pourront mais. La flexibilité généralisée introduite dans les entreprises (et pas seulement la délocalisation) que Boltanski et Chiappello décrivent comme « nouvel esprit du capitalisme », pour répondre aux exigences de la « valeur pour l'actionnaire », a conduit à une destruction systématique de tous les attachements qui pouvaient encore faire tenir des solidarités. Et les réformes des retraites en sont un des éléments (quoiqu'on dise après de la démographie). Or, la gauche a très peu fait pour s'attaquer à cet ennemi interne du capitalisme industriel qu'est le capitalisme financier (c'est ça l'in vraisemblable, il faut défendre le capitalisme contre ses propres mécanismes de démesure systématique, mais cela donne de la place pour des alliances intéressantes contre l'oligarchie financière et politique qui nous gouverne). Désignons les ennemis avec qui il n'y aura pas de monde commun possible et nous avons une chance de mobiliser tout en donnant une chance au care de ne pas se résumer à un cautère sur une jambe de bois. Car la mobilisation politique ne viendra pas massivement « pour le care » mais contre ceux qui obligent à faire du care, qui en fait ne change rien, puisque précisément, on le cantonne à un exercice plutôt vain. Ces remarques n'auraient pas été valables au temps de la croissance industrielle et de la social-démocratie triomphante. Pour notre malheur, en France, c'est seulement au moment même où l'économie financiarisée a commencé à dominer toutes les politiques que la gauche a gagné les élections, se trouvant incapable d'analyser vraiment ce qui était en train de se passer, que l'on a confondu avec un mouvement idéologique de libéralisation à la Thatcher et à la Reagan, qui n'étaient en fait que les soutiers de ce nouveau capitalisme. Inventer de nouvelles politiques du soin sans s'attaquer férocement (ces gens là sont féroces) au capitalisme financier qui les rend inévitables et qui les invalide par là-même, et sans craindre les supposées retombées, c'est perdre son temps.

Care et protection contre la production

Mais il existe un lien entre care et production qui relève d'une seconde dimension qui peut être encore plus porteuse. C'est chez Descola que nous irons chercher notre inspiration à la fin de son livre fondamental « Par delà nature et culture ». Descola a présenté dans ce livre les différentes ontologies qui relie les intériorités et les physicalités des êtres. Il a dégagé un tableau très convaincant des quatre ontologies qui dominent le monde :

- le naturalisme (notre modernisme qui a produit l'idée même de nature, opposée à la culture, car l'âme n'est donnée qu'à certains êtres alors que tous sont faits des mêmes physicalités, les atomes),
- l'animisme (pour qui tous les êtres ont une âme intérieure mais se différencient extérieurement),
- le totémisme (pour qui tous les êtres ont les mêmes intériorités et les mêmes physicalités car ils ont tous été engendré par le Rêve)
- l'analogisme (pour qui tout est différent entre tous les êtres, intériorités ou physicalités ce qui permet de recomposer à volonté des ressemblances par analogie à partir de tous les indices).

Notre monde est toujours tissé de toutes ces ontologies, ce n'est pas une affaire du passé, comme en témoigne la force de l'analogisme partout dans la vie quotidienne des plus occidentaux par exemple. Nous ne sommes pas devenus scientifiques ni modernes à chaque instant, comme le dit Bruno Latour mais nous continuons à faire comme si et c'est bien ça le problème. Descola débouche ensuite sur une esquisse (qui n'est qu'un plan de travail, il l'admet lui-même) extrêmement prometteur cependant et qui permet de repenser notamment la place de la production. Et cela, la gauche dans sa tradition productiviste ne pouvait le penser mais les écologistes de leur côté n'ont pas encore montré toute la portée théorique et politique de leur antiproduktivisme. La production, pour Descola à partir de ses observations anthropologiques, n'est qu'une des formes possibles de relations entre les êtres. Il en existe 5 autres dont nous ne présenterons pas la justification ici car il faut se reporter au livre :

- le don (et les porteurs du MAUSS peuvent s'en réjouir tout en voyant réduite leur approche à un des possibles, bien délimité),
- la prédation (qui a été théorisée notamment pour l'accumulation primitive du capital par exemple par Moulier Boutang mais qui continue à fonctionner, même dans l'économie numérique, et ce n'est pas le piratage que nous désignons ici),
- l'échange (qui reste un horizon d'attente souvent annoncé politiquement mais qui peut exister aussi car il fonctionne à la symétrie et à la ressemblance),
- la transmission (et c'est la question des générations qui est notamment posée, mais aussi celle du patrimoine, dont le rôle par exemple dans la question des retraites est entièrement sous estimé),
- et enfin la protection.

Et c'est là où nous voulons en venir car il s'agit bien selon nous d'une des possibles interprétations du care, qui va bien au-delà de la protection au sens de la protection sociale. Que veut dire Descola par protection ? Certes, il existe une dissemblance entre les êtres en cause dans la production, comme dans la protection aussi bien que dans la transmission : les objets produits ne ressemblent pas aux humains qui les produisent, les êtres que l'on protège sont en général marqués par une forme de

faiblesse et la transmission se déroule entre géniteurs et progéniture qui sont dissemblables par leur position même. Mais ce qui est entendu par protection s'étend à toutes les relations que les humains ou les autres entités peuvent avoir avec le cosmos, il ne s'agit plus de protection sociale au sens classique mais d'un enjeu anthropologique majeur auquel dans les pays occidentaux nous sommes seulement accessibles depuis la crise écologique. La protection que l'on accorde aux enfants lorsqu'on les éduque nous paraît une évidence puisqu'ils sont plus faibles et nous admettons la capacité des géniteurs et de leurs substituts à leur fournir un cadre cohérent qui en partie les protège mais aussi leur ménage des moments d'expérience pour pouvoir grandir. Remarquons en passant qu'il serait déjà utile d'étendre le care à cette question de l'éducation.

Mais ce qui importe dans les observations de Descola va bien au-delà : les femmes, qui sont en charge de la culture du maïs par exemple dans les sociétés traditionnelles Achuar (de type animiste), assurent la protection du maïs exactement sur le même mode que la protection de leurs enfants. Elles élèvent le maïs, le protègent, lui parlent, elles font en quelque sorte un care étendu au cosmos. Ce point est fondamental car il nous permet de penser toute notre relation à notre cosmos et à tous les êtres qui le peuplent. L'agriculture que pratiquent ces tribus est une forme de protection pour un être à qui on doit un respect équivalent à celui que l'on accorde aux humains. Sans devoir adopter une ontologie animiste, on voit d'emblée l'opposition fondamentale avec la production qui est le cadre de pensée de l'agriculture moderne : le maïs moderne est issu des mains de l'homme pourrait-on dire et uniquement d'elles et l'homme peut lui faire subir tous les traitements qu'il veut ainsi qu'à la terre qui le porte, avec les conséquences que l'on connaît maintenant. Alors que « l'agriculture-protection » consiste plus modestement à accompagner une croissance que le cosmos rend possible, en veillant (la veille et la protection sont liées, à condition qu'il s'agisse de bienveillance tout autant que surveillance) à ce que les conditions soient les meilleures. Et donc sans penser qu'on peut tout se permettre pour le plier à notre impératif de production. Car cet impératif de production s'est transformé en règle de productivité permanente et en productivisme.

Une théorie du productivisme est nécessaire pour penser le care comme protection

Nous manquons d'une théorie du productivisme, Descola nous la fournit, en montrant comment la production n'est qu'un mode de relation au cosmos parmi d'autres, qu'un mode de relation aux biens comme aux êtres (rappelons que nous en sommes désormais à traiter nos étudiants comme des « produits finis » et à appliquer les mêmes principes de management pour les humains que pour les biens matériels ou naturels). Or, l'agriculture n'a pas toujours été marquée par cet impératif de production qui rend le producteur tout puissant. La tradition des campagnes en Europe était marquée par cette forme de bienveillance vis-à-vis de sa terre, de compréhension profonde des limites à ne pas dépasser, d'écoute des indices que fournissait la nature. Et ce savoir-faire là constitue encore une bonne part de l'attrait du métier de paysan lorsqu'on ne le réduit pas à être « exploitant agricole ». Mais la pression est telle que la protection (le care) a perdu pied face à cette course à la rentabilité impossible à laquelle sont soumis tous les agriculteurs puisque le but du jeu devient de consommer le plus d'intrants pour augmenter la production en faisant tomber toutes les barrières de la protection. Les producteurs agricoles pourraient

devenir protecteurs agricoles si on leur fixait d'autres objectifs et si le care était étendu à cette production. Ils en possèdent toujours l'éthique et la tradition de savoir-faire, si on lui donne statut social, politique et économique.

Nous avons insisté sur le lien de la protection avec l'agriculture car c'est le fil qui nous relie encore avec les sociétés traditionnelles et le contraste y est encore plus saisissant. Mais c'est toute la question de la production qui doit être réexaminée à partir de là et qui permet d'étendre la critique marxiste de la marchandise bien au-delà de sa causalité originelle. Tous les biens matériels méritent de ce fait un autre statut dans ce renversement ontologique dès lors qu'on peut aussi très bien imaginer que leur statut soit repris en suivant certains des traits de « l'œuvre », que Marx avait aussi mis en valeur pour insister sur leur disparition. Il est significatif que le productivisme de masse s'accompagne d'une valorisation délirante du secteur du luxe, qui tente de faire survivre, sans doute plutôt de façon fantasmatique, le statut de l'œuvre dans des objets qui sont supposés être quasi uniques alors qu'ils sont produits en série. Nous avons donc du mal à faire le deuil de cette dimension de l'œuvre dans la production mais seuls « les riches » qui peuvent jouir de cette dimension, ce qui donne une idée de la misère cosmopolitique des producteurs et des consommateurs dans leur masse. Or, lorsque de nouvelles formes de relations économiques sont créées à l'échelle locale notamment, lorsqu'on demande à des consommateurs de soutenir des paysans, des artisans, voire de contribuer à la récolte ou lorsqu'on organise des circuits courts, on ne participe pas seulement à un modèle de consommation bobo qui fait distinction, on tente de retrouver des traces de cette relation unique à des biens qui ont été œuvres, c'est-à-dire conçus dans un rapport de protection plus que dans un rapport de production. Le détachement que soulignait Marx entre le producteur et ses produits rejoint le détachement comme processus général du modernisme ainsi que l'a largement expliqué Bruno Latour. Ce qui est en jeu dans le care en tant que protection n'est donc en rien limité à la protection sociale mais relève de la prise en compte de tous nos attachements aux biens comme au cosmos. Si le care peut alors avoir un rôle de rénovation de la pensée, ce n'est certainement pas dans sa version compassionnelle même étendue mais dans sa remise en cause générale du productivisme comme monopole de la relation entre les êtres dans notre monde modernisé.

Le care protection pour la seconde modernisation

C'est le moment de réfléchir à cette seconde modernisation dont parle Beck. Et après tout, la responsabilité qu'il lui assigne, le sens de la responsabilité, qui oblige à prendre en compte les conséquences de nos actes sur tous nos attachements, sur notre cosmos, cette responsabilité et cette réflexivité sont bien de l'ordre du care au sens anthropologique que l'on peut lui donner en le reliant à la protection au sens de Descola. Certes nous prenons en charge mais surtout nous prenons la « responsabilité », qui doit affecter tous nos comportements, du cosmos dans lequel nous sommes partie prenante et non maître en surplomb contrôlant le tout. La protection n'est pas un modèle de maîtrise étendue avec une touche de compassion. Elle oblige à admettre la relativité de notre rôle car nous accompagnons la vie, tout en étant responsables de bien accompagner. Définir dans ces termes ce que l'on appelait jusqu'ici la production de richesses constitue une mutation considérable que l'écologie a introduite sans parvenir encore à penser autrement qu'en négatif un autre modèle de développement. C'est en cela que la « décroissance » manque son but car elle incorpore la domination du concept de croissance sans parvenir à la

caractériser pour en sortir vraiment. Le concept de « productivisme » faisait de même en pensant critiquer les abus de la production. Or, c'est l'idée même de la production qu'il faut remettre en cause. Non pas pour dire qu'on peut se débarrasser de tout modèle de la production qui permet aux humains de se croire ceux qui engendrent la richesse. Mais pour dire qu'il faut ouvrir l'espace à une autre dimension de la vie économique (terme qui n'a plus grand sens dans toute cette affaire). Les porteurs de l'idée de care introduisent d'ailleurs souvent un tel raisonnement en considérant qu'il faut réintégrer par exemple les services informels à la personne dans la comptabilité nationale car il s'agit aussi de production de richesse. Marx aurait pu dire après Aristote qu'il faut prendre en compte la valeur d'usage et non plus seulement la valeur d'échange pour comprendre la globalité de la production de richesse. En fait, ce ne sont ni l'idée de services ni l'idée de valeur d'usage qui peuvent permettre de remplacer l'édifice conceptuel des économistes qui ont fini par faire exister quelque chose comme l'économie, même si ensuite ils se doivent de rattraper leur opération de détachement abusif en inventant cette idée d'une économie encadrée dans le social (ce que Michel Callon a très bien démonté). C'est la place relative de la production parmi tous les types de relation entre les êtres qui doit être révisée pour permettre de reconnaître le pluralisme de ces modes de relation.

Au-delà de la production et de la protection : le pluralisme des modes de relation entre les êtres

Le travail ne fait que commencer car les propositions de Descola sont seulement un programme de travail mais leur portée peut être considérable. Penser le care dans ce cadre constituerait un réel espoir de réviser en profondeur les cadres de pensée productiviste qui rende définitivement improbable une alliance sérieuse et durable entre la gauche et l'écologie. Cela permettrait de ne pas prendre à part certains types de populations pour réviser la politique sociale de la gauche mais de considérer que toutes les relations entre les êtres doivent être diversifiées et que la valeur ainsi créée doit être prise en compte, soutenue, comptabilisée même pour bien remettre la production à sa place, comme une des modalités. Dès lors, les relations entre générations (vieux et jeunes) comporteront des dimensions similaires à celles de l'agriculteur et de ses plantes ou de ses animaux, de l'ouvrier et des objets techniques qu'il produit, du voisin et de son bâtiment dont il prend soin, etc. Non pas pour tout écraser sous une nouvelle relation dominante qui serait la protection et par là le care, comme on l'a fait pour la production et comme on tend parfois à le faire lorsqu'on adopte le paradigme du don. Mais au contraire pour rouvrir cette pluralité des modes de relation entre les êtres que nous avons tentés de détruire dans le mouvement même de la première modernisation. Engager la seconde modernisation sur cette base ce serait retrouver certains des slogans des altermondialistes, tels que « l'homme n'est pas une marchandise », qui là aussi tentait d'approcher la question mais ne parvenait pas à maintenir le pluralisme des modes de relation d'une part et souvent expliquait la situation par la marchandisation sans la relier à ce mode de production au sens strict, car ils avaient, comme beaucoup d'autres, intériorisé ce modèle marxiste explicatif en dernier ressort des modes de production. Il nous faut désormais les remettre à leur juste place et imaginer des compositions entre ces « modes de production » et des « modes de protection ». Cela évitera de revenir à un humanisme naïf qui fonctionne parfaitement avec le mépris pour le cosmos dans son ensemble, une fois établi que l'humain est si radicalement différent de tous les autres êtres.

Care et attention, care et économie de l'attention

Lorsque le care est traduit par attention, il permet d'ouvrir une autre piste, une autre correspondance tout aussi productive et reliée à la précédente. L'attention peut comporter la dimension compassionnelle que l'on connaît dans toutes les expressions d'attention au sens de soin mais aussi celle de protection, comme nous venons de le voir. Le paysan qui élève son maïs chez les Achuar fait preuve d'attention, d'écoute, etc. et c'est dans cette posture qu'il manifeste le lien qui l'attache à cet être qui possède certaines qualités similaires à lui et d'autres différentes. Mais on peut alors étendre cette approche en prenant en compte la dimension cognitive de cette attention. Car il faut pouvoir se focaliser sur un objet pour qu'il devienne l'objet de notre attention. W. James disait qu'il fallait alors « nous rassembler » et que cela supposait « d'inhiber les activités concurrentes », notamment tous les stimuli qui peuvent continuer à solliciter nos sens. Ce rassemblement n'est pas seulement de nous-mêmes avec nous-mêmes, il est aussi avec l'objet de cette attention. D'une façon ou d'une autre, c'est un régime de présence que l'on décrit ainsi, assez rare pour avoir été remarqué par B Latour seulement chez les mystiques et chez les amoureux, nous pourrions y ajouter cependant la situation d'émotion artistique, de la plus raffinée ou individuelle à la plus populaire ou collective pour un public dans un concert de masse. Or, cette attention est une ressource primordiale que tout l'activisme (et le productivisme moderne) ont tout fait pour réduire à sa portion congrue. Les sociétés traditionnelles ont en effet développé une capacité à prendre le temps d'être présent, y compris lors de la délibération d'un conseil de sages indiens, qui pour les occidentaux frappe toujours par la lenteur des échanges verbaux ou plutôt par le délai mis avant de prendre la parole. Cet exemple anecdotique permet cependant de pointer le travail considérable que constitue ce moment de rassemblement qu'évoquait James et surtout de mettre en évidence à quel point dans le monde qui est le nôtre il est très difficile d'inhiber les stimuli concurrents car toute notre vie tourne autour de la recherche de ces stimuli, dans le souci de rester constamment en « alerte ».

L'attention comme ressource rare

Dans une telle situation, des économistes, dont H. Simon dès 1955, ont pointé à quel point l'attention devient la ressource rare. La concurrence pour « le temps de cerveau disponible » fait rage en effet et cela de façon exacerbée dès lors que nous sommes connectés en permanence avec Twitter ou avec les blogs. Or, cette approche par l'attention constitue de fait une critique du régime médiatique dans lequel nous sommes entrés depuis l'ère électronique de l'immédiateté de la transmission, depuis le télégraphe pourrait on presque dire, cette galaxie Marconi décrite par Mc Luhan et prenant désormais une place démesurée. Cette rareté de l'attention va à l'encontre de tous les commentaires qui mettent en évidence l'abondance de l'information et sa « non rivalité » (on peut rediffuser une autre information sans lui faire perdre sa valeur). La rareté est toujours là, elle gouverne les stratégies économiques et médiatiques mais il s'agit désormais de la rareté de l'attention. La posture d'alerte permanente dans laquelle nous sommes placés, et dont les cours des bourses sont le meilleur exemple, rend toute élaboration attentive de longue durée impossible car c'est « l'attention alerte » qui domine, celle qui

suscite ou qui éveille sans arrêt sans que l'on ait finalement de prise sur elle. Loin de nous rassembler, cette attention là nous disperse.

L'attention alerte n'est pas l'attention du care

Sommes nous si loin de la question classique du care, dans sa version social-démocrate ? Non, car l'exercice de ce care exige de l'attention, non plus au sens compassionnel mais au sens d'une énergie cognitive. Or, cette énergie dépend elle-même des dispositifs qui peuvent la susciter. Une politique médiatique n'est en rien anecdotique par rapport à ces questions. Ainsi, pour les questions sociales, sanitaires ou environnementales, comment pouvons-nous en tant que public, ou mieux encore en tant que décideurs, administrations ou politiques, accéder à l'information qui nous permettrait d'être attentif à un risque, à une population, à une crise, à une évolution lente, à des signaux faibles ? Nous ne le pouvons qu'à travers des dispositifs médiatiques, qu'ils soient de masse ou qu'ils soient dédiés (comme des rapports internes d'une inspection quelconque). Et la mise en forme de ces messages peut tout changer au statut du problème. Car nous sommes des intermittents de l'attention, comme de la citoyenneté, le public reste un fantôme, comme le disait Lippmann, qui ne peut s'activer qu'à intervalles parfois longs sur des « issues » ou questions particulières (en fait les décideurs fonctionnent sur le même régime). Dès lors la place de la crise devient clé dans tous les discours et profondément pénalisante pour la pensée. Nous ne devenons attentifs que lors des crises (les sans abris au début de l'hiver, les licenciements lorsque des ouvriers menacent de faire sauter leur usine, la réglementation du littoral lorsque des digues sont enfoncées par la mer et provoquent de nombreux morts, etc...). Tous les responsables de services de sécurité (et par extension de soin) savent bien que c'est seulement en temps de catastrophe que les politiques peuvent vraiment évoluer. Pourquoi ? Parce que notre attention est sans cesse sollicitée par d'autres stimuli, d'autres « issues » ou problèmes, qui renversent la hiérarchie que l'on pourrait créer « rationnellement » et qui finissent par faire advenir du « bruit » en tête de l'agenda. Le travail des médias repose sur cette opération d'alerte permanente, qui fonctionne au « j'y pense et puis j'oublie », mais qui garde le public éveillé tout en rendant difficile l'élaboration d'une vision dans le temps.

Les régimes médiatiques contemporains sont inadaptés au care

On peut ainsi comprendre qu'une politique du care qui ne prendrait pas au sérieux les tensions constitutives de notre régime médiatique se verrait rapidement débordée par l'avalanche de données, voire d'informations qui nous est fournie chaque jour. Les réseaux d'information et d'échange qui doivent prendre en charge une telle politique du care –telles que les lanceurs d'alerte, les veilleurs, etc.- sont d'un autre type que les principes dominants des médias contemporains. Les médias ne sont en rien en marge ou en dérive vis-à-vis des autres phénomènes et il ne suffira pas de réparer ou de corriger leurs « excès » comme on tente sans cesse de le faire pour les « excès du capitalisme ». Il faut envisager un tout autre régime d'attention et les supports qui permettront de le mettre en œuvre. Un exemple de ce travail a été réalisé par Bruno Latour à travers ses cartographies des controverses, qui permettent de suivre dans le temps et dans l'espace, pourrions-nous dire, le déploiement d'un problème, non plus par les seules alertes mais avec des outils qui permettent de les resituer dans leurs relations et dans la durée. Le potentiel, la

demande d'une certaine façon, existe à travers les pratiques massives des technologies d'information en réseau dont nous disposons mais selon que l'on privilégie certaines d'entre elles, on équipera un régime d'attention ou un autre (l'alerte répétée avec Twitter ou l'exploration des problèmes avec les cartes de controverses).

La connexion avec l'approche précédente en termes de protection se fait aisément dès lors qu'on admet qu'une politique de protection qui serait intermittente et qui ne s'éveillerait qu'au moment des crises ou des alertes serait par définition toujours en retard et échouerait dans la protection elle-même. Qui dit protection, dit longue durée, dit maintenance du lien, et non attente de la crise pour se manifester. La paysanne qui veille son maïs veille à tous les signes de sa santé, tous les jours, car une réaction tardive peut être fatale, elle sait par expérience transmise et acquise qu'elle doit même anticiper certaines situations climatiques, certains risques. La protection devient ici nécessairement prévention ou encore précaution selon les connaissances dont on dispose. Mais les parents ne font rien d'autres avec leurs enfants, ce qui ne les empêche pas de tomber des nues lorsqu'ils apprennent que leur fils chéri tranquille et bien élevé a fumé un joint ! Car l'attention n'est pas la maîtrise, c'est au contraire la capacité à faire croire la personne, tout autant que le maïs qui est une personne pour les Achuar, avec ses propres possibilités et avec ses propres expériences et dans des situations toujours uniques. La protection comme l'attention ne sont pas des étouffoirs des êtres mais au contraire un encouragement à leur empowerment, au déploiement de leur potentiel, avec les risques que cela peut comporter, ce qui nécessite de la prévention ou de la précaution.

Economie politique de l'attention

Toute cette énergie pour l'attention, où sera-t-elle prise ? Sur d'autres sollicitations en premier lieu. Cela veut dire qu'il faut renforcer le pouvoir d'arbitrage et de retrait vis-à-vis de toutes les sollicitations portées par ce monde de la connexion, comme l'appellent Boltanski et Chiappello. Il est temps de porter la critique aussi sur ce monde-là qui nous pousse toujours plus à être en alerte et à être connecté à une masse d'événements qui ne sont en rien contributeurs ni à la richesse ni au bonheur collectif. La « pollution informationnelle » est un processus qui met en cause la capacité des citoyens à participer en mobilisant un minimum d'énergie nécessaire pour une implication politique, aussi intermittente soit-elle. Permettre le retrait, la décroissance informationnelle, de même qu'aider à l'orientation par l'invention de nouvelles formes de médias exploratoires et non réduits à des systèmes d'alerte, constitue un objectif de politiques d'architecture technique essentiel car elles doivent rouvrir l'éventail des choix pour les citoyens. « L'économie politique de l'attention » qui est à construire exige une activité critique collective qui doit viser avant tout à empêcher toute forme de captivité irrémédiable. La nécessité de ralentir les processus de décision comme les mécanismes de circulation constitue un objectif général qui entre en résonance avec la critique de la vitesse de Virilio, même si elle part de présupposés différents. Chacun aura remarqué à ce sujet que toute activité qui relève du care au sens traditionnel de soin ou d'assistance est plutôt considérée socialement comme une perte de temps parce qu'elle prend le temps et qu'elle prend le risque de le perdre et ce faisant d'opérer selon un principe de bien-veillance. A l'inverse, le modèle de la performance de l'économie financière a poussé à ses limites celui de la productivité capitaliste puisque cette « nouvelle économie » (et il

n'y en a pas d'autre que financière) fonde ses mécanismes de profit sur cette vitesse de circulation, sur l'accélération générale des échanges, favorisés par le numérique en réseau et par la réduction de tous les phénomènes à un statut de données traduites en bits. Le modèle attentionnel de l'alerte qui génère ce stress généralisé (Sloterdijk) est parfaitement réalisé dans les desks des courtiers qui jouissent de cette accélération et de la désorientation que cela crée pour les non experts qui perdent leur mise pour cette seule raison.

Conclusion

C'est dire encore plus clairement que s'attaquer aux mécanismes et aux méthodes (et non seulement aux « valeurs » ou aux profits) de l'économie financière, c'est débrancher radicalement la machine à produire ce gaspillage d'attention qui génère stress et misère. Autant il convenait de porter le fer contre le modèle productiviste en prenant en compte l'existence de « modes de protection », autant il est indispensable de remettre en cause l'hégémonie de l'économie financière et du régime médiatique qui l'accompagne.

Ainsi redéfini, le care peut constituer un stimulant utile pour refondre les visées de la gauche, dans une seconde modernisation qui prenne en compte la dimension cosmopolitique de notre être au monde. Cela conduit à porter une oreille attentive, précisément, à des expériences pour modifier les modes de relations entre les êtres sur un principe non productiviste, marqué par la protection, qui peut être en même temps empowerment. Ce sont avant tout ces expériences qui peuvent faire avancer la composition d'un supposé programme politique, dont on connaît les limites. Et surtout, cela permettra de raconter des histoires qui peuvent faire une histoire si le candidat de la gauche sait la rendre cohérente et signifiante. Il serait temps de remplacer les programmes par les histoires, non pas au sens du marketing politique qui veut faire du storytelling à la chaîne, mais au sens des fruits de l'expérience, des expériences qui donnent à voir à la fois l'objectif mais aussi la méthode. Là aussi, cette approche serait cosmopolitique et redéfinirait le responsable politique comme celui qui accompagne le changement que portent en eux les citoyens. Bref, une vision de care-protection attachée aussi à la pratique des responsables politiques qui trancherait avec le productivisme des réformes et des décisions, la plupart aussi fictives puisque pures annonces médiatiques pour capter notre attention et la plupart aussi impuissantes au bout du compte.

Bangalore
Juillet 2010